

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 19 juin 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la gestion du plan de numérotation", a donné le 29 septembre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 19 juni 1997 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het beheer van het nummeringsplan", heeft op 29 september 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le projet doit être adapté afin de satisfaire aux exigences de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications. L'octroi d'une capacité de numérotation doit en effet être considérée comme une autorisation d'utiliser certains numéros. Une telle autorisation est expressément visée à l'article 7, paragraphe 1er, a), de la directive.

En particulier, le projet devra être complété par des dispositions précisant le délai raisonnable dans lequel l'Institut belge des services postaux et des télécommunications sera tenu de notifier sa décision au demandeur d'une capacité de numérotation, et offrant à l'attributaire d'une telle capacité la possibilité d'exposer son point de vue et de remédier aux insuffisances constatées lorsque l'Institut envisage de retirer l'attribution pour non-respect des conditions imposées par le projet (article 9, paragraphes 2 et 4 de la directive).

2. L'arrêté en projet doit être formulé, autant que faire se peut, dans des termes clairs et compréhensibles pour tout un chacun. Un tel souci de clarté et de facilité de compréhension se justifie d'autant plus en l'espèce que le texte en projet concerne une matière fort technique et qu'il constitue une réglementation de base.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERESPréambuleAlinéa 1er (devenant l'alinéa 4)

Les textes de même intensité visés au préambule doivent l'être dans leur ordre chronologique, en commençant par le plus ancien. En conséquence, compte tenu de l'ajout d'alinéas nouveaux, l'alinéa 1er devient l'alinéa 4.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er)

Il convient de viser le texte originel - et non le texte modificatif - ainsi que l'article précis de ce texte en application duquel est pris l'arrêté en projet. En conséquence, il y a lieu de rédiger l'alinéa de la manière suivante :

"Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 3ter, inséré par la directive 96/2/CE du 16 janvier 1996 et complété par la directive 96/19/CE du 13 mars 1996;"

Alinéas 2 et 3 (nouveaux)

Il convient de viser, dans deux alinéas nouveaux, la décision 91/396/CE du Conseil, du 29 juillet 1991, relative à la création d'un numéro d'appel d'urgence unique

.../...

européen, ainsi que la décision 92/264/CE du Conseil, du 11 mai 1992, relative à l'adoption d'un préfixe commun pour l'accès au réseau téléphonique international dans la Communauté.

L'article 10, § 1er et § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal en projet exécute en effet ces décisions.

Alinéa 5 (nouveau)

Il convient également de viser dans un nouvel alinéa la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil, du 30 juin 1997, relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert, notamment l'article 12.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 6)

Il convient d'écrire "inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996" au lieu de "introduit par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 transposant les obligations en matière de libre concurrence sur les marchés de télécommunications découlant des directives en vigueur de la Commission européenne;".

.../...

Alinéas 5 et 6 (devenant les alinéas 8 et 9)

L'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget doivent être visés avec leur date.

Alinéa 10 (nouveau)

L'article 105bis, alinéa 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques prévoit que la forme et les conditions de l'attribution et du retrait de la capacité de numérotation sont fixées par le Roi sur proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. De l'avis rendu par l'Institut en date du 27 mai 1997, il ressort que "l'IBPT ayant préparé le projet peut marquer son accord sur le contenu du texte ...".

Dès lors que le projet fixe effectivement certaines conditions pour l'attribution et le retrait de la capacité de numérotation, il convient d'insérer au préambule un alinéa formulé comme suit :

"Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;".

Alinéa 7

L'alinéa 7 du préambule est à omettre.

.../...

Alinéas 11 et 12 (nouveaux)

En cas de demande d'avis dans le délai d'un mois, il convient de mentionner les deux alinéas qui suivent dans le préambule :

"Vu la délibération du Conseil des Ministres du 30 mai 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 septembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1º, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Proposant

Après l'indication du ministre proposant, il y a lieu d'écrire "Nous avons arrêté et arrêtons :" au lieu de "Nous avons décidé et décidons :".

DispositifChapitre premier

Le numérotage du premier chapitre d'un texte ne se fait pas en chiffres cardinaux romains. Il convient d'écrire en toutes lettres "Chapitre premier".

.../...

Article 1er

Dans le 4º et le 5º, les mots "dans le présent arrêté" sont superflus.

Chapitre II

Dans l'intitulé du chapitre, les mots "applicables aux chapitres 3 à 9" sont superflus.

Article 2

1. L'article 105bis, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 prévoit déjà que "l'attribution de capacité de numérotation par l'Institut a lieu de manière objective, transparente et non discriminatoire". En outre, les mots "et les principes successivement de la réservation, de l'attribution et du retrait éventuel" sont superflus et dépourvus de valeur normative, dès lors qu'il résulte à suffisance des articles 4 à 9 du projet qu'une capacité de numérotation est, dans un premier temps, réservée à un opérateur, avant de lui être attribuée, puis, le cas échéant, retirée.

Le paragraphe 2 autorise le ministre, sur la proposition de l'Institut à imposer des modifications et des ajouts à la structure des plans de numérotation. En vertu de l'article 105bis, alinéa 1er, deuxième phrase, c'est au Roi qu'il appartient de fixer la structure de base des plans de numérotation. Tel est d'ailleurs l'objet des chapitres III et suivants du présent projet. Quant à l'Insti-

.../...

tut, il est chargé de l'établissement et éventuellement de la modification des plans de numérotation (article 105bis, alinéa 1er, première phrase). Si le projet entend déléguer au ministre le pouvoir de modifier la structure de base, ces modifications ne peuvent porter que sur des points de détail, qu'il convient de préciser dans les dispositions des chapitres III et suivants du présent projet. A l'intérieur de cette structure de base, c'est à l'Institut que la loi a confié la mission d'apporter des modifications aux plans de numérotation.

Les paragraphes 1er et 2 seront dès lors omis et la numérotation des paragraphes suivants revue en conséquence.

2. Le paragraphe 3 semble être la transposition maladroite de l'article 21 de la directive 95/62/CEE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 1995, relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale qui, en son paragraphe 2, prévoit une publication. Il importe, dès lors, de préciser dans l'arrêté la forme que doit prendre cette publication.

Par ailleurs, les seules restrictions prévues par la directive ont trait à la sécurité nationale, il n'y est pas fait référence à l'ordre public. Le texte doit être revu sur ces deux points pour être rendu conforme à la directive.

En ce qui concerne le paragraphe 5, le Conseil d'Etat observe que le Roi n'est pas habilité à établir des

.../...

règles dérogatoires à celles qui figurent dans le Code civil en matière de responsabilité.

Article 3

Le texte gagnerait à être rédigé plus simplement de manière à ce que sa portée soit aisément compréhensible par l'utilisateur.

Article 5

L'article 5 stipule de manière fort confuse à la fois les conditions et les formes d'une demande de réservation d'une capacité de numérotation.

Tel qu'il est formulé, les seules conditions paraissent être que les demandes soient formulées par un opérateur ou un fournisseur habilité à fournir des services de télécommunications, que les droits prévus à l'article 18 soient préalablement acquittés, et qu'un ensemble d'informations soient fournies.

Le paragraphe 2 précise toutefois que ces informations à fournir sont nécessaires à une évaluation et énumère une liste de points à évaluer, le dernier étant "d'autres éléments que l'Institut juge pertinents".

Il en résulte qu'il est impossible pour le demandeur d'introduire une demande "valable" en connaissance de

.../...

cause, puisque la liste des informations à fournir dépend "des éléments que l'Institut juge pertinents".

Il est rappelé qu'en vertu de l'article 105bis précité, c'est au Roi qu'il appartient de fixer les conditions d'attribution de capacité de numérotation. Si le projet entend laisser un certain pouvoir discrétionnaire à l'Institut pour apprécier si les conditions sont remplies, il doit toutefois définir avec précision quels sont les critères à prendre en considération.

La disposition examinée doit dès lors être totalement réécrite, en distinguant, tout d'abord, les conditions pour qu'une demande de réservation puisse être examinée par l'Institut (à savoir qu'elle émane d'une personne visée à l'article 4, qu'elle soit adressée par envoi recommandé, que les droits visés à l'article 18 soient préalablement acquittés et qu'elle soit accompagnée d'un certain nombre d'informations à déterminer), ensuite, les conditions à remplir pour qu'une réservation de capacité de numérotation puisse être accordée (parmi lesquelles pourrait figurer l'obligation de satisfaire à toute demande d'informations complémentaires), et enfin les critères à prendre en considération par l'Institut pour accorder des réservations de plans de numérotation, ainsi que pour établir l'ordre des priorités lorsque plusieurs demandes portent sur la même capacité de numérotation.

Les dispositions relatives à la durée de validité d'une réservation sont incompréhensibles. L'article 5, § 3, cinquième phrase, précise en effet qu'une réservation expire automatiquement un an après la date de réservation, si

.../...

durant cette période aucune attribution effective n'est intervenue. Le paragraphe 5 prévoit qu'une réservation peut être renouvelée chaque année moyennant une nouvelle demande, mais que la date de la première réservation est considérée comme date de la réservation, ce qui, combiné avec la disposition du paragraphe 3, précitée, a pour conséquence de priver la prolongation de tout effet.

Selon le fonctionnaire délégué, le but poursuivi par cette disposition serait de permettre à un demandeur d'obtenir une prolongation de sa réservation au-delà d'un an, tout en conservant l'ordre de priorité qui lui avait été accordée lors de l'acceptation de sa demande initiale. Le texte sera dès lors revu afin de mieux traduire les intentions de l'auteur du projet.

En conclusion, l'article 5 devra être entièrement revu pour tenir compte de ces observations ainsi que de celle faite ci-après au sujet des articles 6 et 7.

Articles 6 et 7

Il ressort de l'article 9 du projet, ainsi que du rapport au Roi (1), que les capacités de numérotation sont attribuées pour une durée limitée. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il convient de préciser quelle en est la durée et comment celle-ci est fixée. Si cette durée doit figurer dans la demande, il convient de le préciser à l'article 5.

(1) Rapport au Roi, p. 6, deuxième alinéa.

Par ailleurs, au lieu de prévoir à l'article 6, § 2, les conditions pour qu'une attribution reste valable et à l'article 7, les cas dans lesquels la capacité de numérotation est retirée, mieux vaut prévoir dans une seule disposition toutes les hypothèses dans lesquelles l'attribution prend fin, en ce compris l'échéance du terme de l'attribution.

En ce qui concerne l'article 6, § 2, 2°, les mots "sous-attribution" et "demandeur initial" prêtent à confusion. Ils pourraient en effet aussi bien viser la cession d'une capacité de numérotation à un tiers que l'utilisation de cette capacité par l'attribution d'un numéro déterminé à un utilisateur final (1). Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit de l'attribution d'un numéro déterminé à un utilisateur final. Cette disposition doit en conséquence être réécrite et doit davantage préciser en quoi consiste le "contrôle" envisagé.

Article 8

L'attribution d'une capacité de numérotation consiste en une autorisation administrative d'utiliser un certain nombre de numéros pour l'exploitation d'un service de télécommunications. Il va dès lors de soi que cette capacité d'attribution ne peut faire l'objet d'un droit de propriété quel qu'il soit. La circonstance que le bénéficiaire peut, à son tour, attribuer une certaine partie de sa

(1) Sur cette distinction, voir l'observation faite sous l'article 8.

capacité de numérotation à ses clients, éventuellement contre paiement, ne modifie pas la nature de son droit puisque, par définition le droit d'utiliser une capacité de numérotation consiste à attribuer ces numéros à des utilisateurs finaux. Cette "sous-attribution" n'emporte pas "cession" ou "transfert" du droit attribué par l'Institut au demandeur, ce dernier restant le titulaire de son autorisation administrative d'attribuer ou de retirer à des utilisateurs le ou les numéros faisant partie de sa capacité de numérotation.

A la lecture du rapport au Roi, la dernière phrase de l'article 8, § 1er, semble vouloir viser à la fois l'hypothèse où une partie de la capacité de numérotation est "sous-attribuée" à des utilisateurs finaux et celle où l'attributaire céderait à un tiers son exploitation d'un service de télécommunications. Dans le premier cas, il ne s'agit en réalité que d'une utilisation par le demandeur de sa capacité de numérotation et les conditions mises pour celle-ci (à savoir l'utilisation des numéros pour les objectifs déclarés dans la demande) paraissent suffisantes. Dans la deuxième hypothèse, il ne peut être admis que les conditions d'attribution de la capacité de numérotation ne soient pas fixées par le Roi, mais par l'Institut, puisque l'article 105bis prévoit que c'est le Roi qui fixe les conditions d'attribution.

Il convient, dès lors, de se limiter dans cette disposition à prévoir qu'en cas de cession par le demandeur de l'exploitation de son service de télécommunications pour lequel une capacité de numérotation a été attribuée, celle-ci est attribuée au cessionnaire, pour autant que ce dernier

.../...

soit lui-même habilité à exploiter ce service et moyennant déclaration préalable à l'Institut (1).

Article 10

Au paragraphe 3, il convient de mieux formuler le début du 1^o. La formulation suivante est proposée : "le code de communication 800 est attribué pour les numéros dont les frais d'appel sont entièrement à charge des appelés".

Chapitre V et article 12

Il est observé que le texte français de l'intitulé du chapitre V énonce : "Services de messagerie électronique" et le texte néerlandais "Elektronische berichtendiensten", tandis que dans le texte néerlandais de l'article 12 les mots "systèmes de messagerie électronique" du texte français ont été rendus par "elektronische boodschappendiensten".

Article 13

Il convient d'insérer les mots "de l'Union Internationale des Télécommunications" à la fin du paragraphe 1er.

(1) Comparer avec l'article 89, § 7, de la loi du 21 mars 1991 qui prévoit que "la cession d'un service non réservé de télécommunications est libre, moyennant déclaration à l'Institut, au plus tard sept jours après la cession, par lettre recommandée à la poste ...".

Ces mêmes mots peuvent être supprimés à la fin de la première phrase du paragraphe 2.

Article 17

L'alinéa 2 sera adapté pour tenir compte de l'observation générale n° 1.

Article 18

1. Il convient d'écrire "francs" au lieu de "FB".

2. Les règles énoncées dans le paragraphe 5 figurent déjà à l'article 5, §§ 1er et 6.

3. Le paragraphe 6 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 6 Les droits visés au paragraphe 2 sont payés avant le 31 janvier de l'année pour laquelle ils sont dus. L'année de l'attribution de la capacité de numérotation, ils sont réduits proportionnellement au nombre de mois entiers restant à courir à la date d'attribution et payés dans les trente jours de cette date."

4. Au paragraphe 7, l'intérêt réclamé au-delà du taux légal constitue une surtaxe qui n'est pas autorisée par l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991, dès lors qu'elle

.../...

n'est pas due du fait de l'utilisation de la capacité de numérotation.

En outre la deuxième phrase de ce paragraphe est superflue.

5. Au paragraphe 9, les mots "aucune suspension ni ..." seront omis dès lors qu'aucune disposition du projet ne prévoit que la capacité de numérotation peut être suspendue.

Article 19

Le paragraphe 1er, et plus particulièrement les deuxième, troisième et quatrième phrases, est rédigé de manière tellement confuse qu'il est impossible de comprendre quelles sont les obligations des détenteurs de capacité de numérotation en matière de réservation et de droits à acquitter.

Dans un souci de clarté et de concision, la formulation de cet article devrait être revue.

Article 21

Les mots exacts à supprimer qui figurent à l'article 15, § 1er, de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de téléphonie GSM, sont les suivants : "en ce compris la gestion du

.../...

plan de numérotage". Il y a lieu d'adapter en conséquence l'article 21 en projet.

OBSERVATIONS FINALES

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. L'observation vaut pour la plupart des articles du projet.

2. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp dient te worden aangepast om te voldoen aan het bepaalde in richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten. Het verlenen van een nummeringscapaciteit moet immers worden beschouwd als een machtiging om gebruik te maken van bepaalde nummers. Naar zulk een machtiging wordt uitdrukkelijk verwezen in artikel 7, lid 1, a), van de richtlijn.

Het ontwerp zal meer in het bijzonder moeten worden aangevuld met bepalingen die preciseren wat de redelijke termijn is binnen welke het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zijn beslissing dient bekend te maken aan de aanvrager van een nummeringscapaciteit, en waarbij aan de verkrijger van zulk een capaciteit de mogelijkheid wordt geboden zijn standpunt uiteen te zetten en de tekortkomingen weg te werken die zijn vastgesteld wanneer het Instituut van zins is de vergunning in te trekken wegens niet-naleving van de voorwaarden die worden opgelegd door het ontwerp (artikel 9, leden 2 en 4 van de richtlijn).

2. Het ontworpen besluit dient zoveel mogelijk in duidelijke en voor iedereen bevattelijke bewoordingen te worden gesteld. Zulk een streven naar duidelijkheid en bevattelijkheid is in dezen des te meer gerechtvaardigd omdat de ontworpen tekst betrekking heeft op een zeer technische aangelegenheid en basisregelgeving is.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGENAanhefEerste lid (dat het vierde lid wordt)

De regelingen van dezelfde rangorde die in de aanhef aangehaald worden, behoren naar tijdsorde te worden gerangschikt, te beginnen met de oudste. Bijgevolg en mede wegens de toevoeging van nieuwe leden wordt het eerste lid het vierde lid.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

Er dient te worden verwezen naar de oorspronkelijke tekst - en niet naar de wijzigingsregeling - en naar het precieze artikel van die tekst met toepassing waarvan het ontworpen besluit wordt vastgesteld. Dientengevolge moet het lid als volgt worden gesteld :

"Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 met betrekking tot de invoering van de volledige mededinging op de markten voor telecommunicatie, inzonderheid op artikel 3ter, ingevoegd bij richtlijn 96/2/EG van 16 januari 1996 en aangevuld bij richtlijn 96/19/EG van 13 maart 1996;"

.../...

Tweede en derde lid (nieuw)

In twee nieuwe leden dient te worden verwezen naar beschikking 91/396/EG van de Raad van 29 juli 1991 inzake invoering van een gemeenschappelijk Europees oproepnummer voor hulpdiensten en naar beschikking 92/264/EG van de Raad van 11 mei 1992 inzake de invoering van een gemeenschappelijk internationaal toegangsnummer voor het telefoonverkeer in de Gemeenschap.

Artikel 10, § 1 en § 5, tweede lid, van het ontworpen koninklijk besluit geeft immers uitvoering aan die beschikkingen.

Vijfde lid (nieuw)

Er dient tevens in een nieuw lid te worden verwezen naar richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision, inzonderheid op artikel 12.

Derde lid (dat het zesde lid wordt)

Men schrijve "... sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 105bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996;" in plaats van

.../...

"... sommige overheidsbedrijven, meer bepaald artikel 105bis, ingevoegd door het Koninklijk Besluit van 28 oktober 1996 tot omzetting van de verplichtingen die, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Commissie van de Europese Gemeenschap;".

Vijfde en zesde lid (die het achtste en het negende lid worden)

Bij de verwijzing naar het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevindingen van de Minister van Begroting dient de datum te worden vermeld.

Tiende lid (nieuw)

Naar luid van artikel 105bis, derde lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt de Koning de vorm en de voorwaarden voor toewijzing en intrekking van de nummeringscapaciteit op voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. In het advies van het Instituut van 27 mei 1997 staat te lezen dat "het BIPT welke het ontwerp heeft voorbereid (...) zijn akkoord [kan] geven aan de inhoud van de tekst (...)".

.../...

Aangezien in het ontwerp daadwerkelijk een aantal voorwaarden voor toekenning en intrekking van de nummeringscapaciteit worden vastgesteld, dient in de aanhef een lid te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;".

Zevende lid

Het zevende lid van de aanhef dient te vervallen.

Elfde en twaalfde lid (nieuw)

In geval van een aanvraag om advies binnen een termijn van één maand moeten de volgende twee leden worden opgenomen in de aanhef :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 30 mei 1997 over de aanvraag om een door de Raad van State binnen de termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 september 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

.../...

Voordrachtformulier

In de Franse tekst schrijve men na de vermelding van de voordragende minister "Nous avons arrêté et arrêtons :" in plaats van "Nous avons décidé et décidons :".

Bepalend gedeelte

Hoofdstuk I

In het Frans wordt het eerste hoofdstuk van een tekst niet door middel van Romeinse hoofdtelwoorden genummerd. Men schrijve voluit "Chapitre premier".

Artikel 1

In 4º en 5º zijn de woorden "in dit besluit" overbodig.

Hoofdstuk II

In het opschrift van het hoofdstuk zijn de woorden "van toepassing op de hoofdstukken 3 tot 9" overbodig.

.../...

Artikel 2

1. Artikel 105bis, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 bepaalt reeds dat "de allocatie van nummeringscapaciteit door het Instituut (...) op objectieve, transparante en niet-discriminerende wijze [gebeurt]". Buitendien zijn de woorden "volgens de principes van achtereenvolgens de reservering, toewijzing en eventuele intrekking" overbodig en hebben ze geen regelgevende kracht, aangezien uit de artikelen 4 tot 9 van het ontwerp genoegzaam blijkt dat aanvankelijk een nummeringscapaciteit voor een operator wordt gereserveerd alvorens ze hem wordt toegewezen en vervolgens in voorkomend geval hem wordt ontnomen. Krachtens paragraaf 2 mag de minister, op voorstel van het Instituut, voorschrijven de structuur van de nummeringsplannen te wijzigen of er iets aan toe te voegen. Ingevolge artikel 105bis, eerste lid, tweede zin, komt het aan de Koning toe de basisstructuur van de nummeringsplannen te bepalen. Dat is trouwens het onderwerp van de hoofdstukken III en volgende van dit ontwerp. Het Instituut is belast met de vaststelling en eventuele wijziging van de nummeringsplannen (artikel 105bis, eerste lid, eerste zin). Indien het ontwerp ertoe strekt de bevoegdheid om de basisstructuur te wijzigen over te dragen aan de minister, kunnen die wijzigingen slechts op details betrekking hebben die moeten worden gepreciseerd in de bepalingen van de hoofdstukken III en volgende van dit ontwerp. Binnen die basisstructuur is het Instituut er krachtens de wet mee belast de nummeringsplannen te wijzigen.

.../...

De paragrafen 1 en 2 dienen bijgevolg te vervallen en de volgende paragrafen moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

2. Paragraaf 3 is blijkbaar de onhandige omzetting van artikel 21 van richtlijn 95/62/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 1995 inzake de toepassing van "Open Network Provision" (ONP) op spraaktelefonie, waarvan het tweede lid publicatie voorschrijft. Bijgevolg is het van belang in het besluit nader te bepalen welke vorm die bekendmaking dient te hebben.

Bovendien hebben de enige beperkingen die in de richtlijn worden gesteld betrekking op de nationale veiligheid en is er geen sprake van de openbare orde. De tekst dient te worden herzien wat die twee punten betreft, teneinde hem in overeenstemming te brengen met de richtlijn.

In verband met paragraaf 5 doet de Raad van State opmerken dat de Koning niet gemachtigd is om regels te geven die afwijken van die welke in het Burgerlijk Wetboek worden gegeven inzake aansprakelijkheid.

Artikel 3

Het zou beter zijn de tekst eenvoudiger te stellen opdat de gebruiker gemakkelijk de draagwijdte ervan zal begrijpen.

.../...

Artikel 5

In artikel 5 wordt vrij onduidelijk bepaald wat de voorwaarden en de vormen zijn van een aanvraag voor reservering van nummeringscapaciteit.

In de huidige lezing van artikel 5, blijken de enige voorwaarden te zijn dat de aanvragen moeten worden ingediend door een operator of een dienstverstrekker die gemachtigd is om telecommunicatiediensten te verstrekken, dat de in artikel 18 vastgestelde rechten vooraf worden betaald en dat een samenstel van informaties wordt verstrekt.

In paragraaf 2 wordt echter gepreciseerd dat die informatie nodig is voor een evaluatie en wordt een opsomming gegeven van punten die moeten worden geëvalueerd, waarvan het laatste luidt : "andere elementen die het Instituut relevant acht".

Daaruit vloeit voort dat het voor de aanvrager onmogelijk is om desbewust een "geldige" aanvraag in te dienen, aangezien de hoeveelheid te verstrekken informatie afhangt van de "elementen die het Instituut relevant acht".

Er wordt aan herinnerd dat krachtens het voormelde artikel 105bis het aan de Koning toekomt de voorwaarden voor toewijzing van nummeringscapaciteit te stellen. Indien het ontwerp aan het Instituut een zekere discretionaire bevoegdheid wil toekennen om te bepalen of de voorwaarden vervuld zijn, dient het echter nauwkeurig vast te stellen welke criteria in ogenschouw moeten worden genomen.

.../...

De onderzochte bepaling dient derhalve volledig te worden herschreven en daarbij dient een onderscheid te worden gemaakt tussen, ten eerste de voorwaarden opdat een aanvraag voor reservering kan worden onderzocht door het Instituut (te weten : dat zij uitgaat van een persoon bedoeld in artikel 4, dat ze bij aangetekend schrijven wordt overgezonden, dat de in artikel 18 bedoelde rechten vooraf worden betaald en dat ze gepaard gaat met een aantal te bepalen inlichtingen), ten tweede de voorwaarden die vervuld moeten zijn om opdat een reservering van nummeringscapaciteit kan worden toegestaan (waarvan de verplichting om in te gaan op elke aanvraag om aanvullende informatie deel zou kunnen uitmaken), en ten slotte de criteria die door het Instituut in overweging moeten worden genomen om reserveringen van nummeringsplannen toe te staan en om de volgorde van voorrang vast te stellen wanneer verschillende aanvragen betrekking hebben op dezelfde nummeringscapaciteit.

De bepalingen betreffende de geldigheidsduur van een reservering zijn onbegrijpelijk. Artikel 5, § 3, vijfde zin, bepaalt immers dat een reservering automatisch vervalt één jaar na de reserveringsdatum indien inmiddels geen daadwerkelijke toewijzing heeft plaatsgehad. Paragraaf 5 bepaalt dat een reservering elk jaar kan worden verlengd op voorwaarde dat een nieuwe aanvraag wordt ingediend, maar dat de datum van de eerste reservering wordt beschouwd als reserveringsdatum, wat in onderling verband gelezen met de voormelde bepaling van paragraaf 3, tot gevolg heeft dat de verlenging geen enkele uitwerking meer heeft.

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou die bepaling ertoe strekken een aanvrager de mogelijkheid te bieden een verlenging van zijn reservering van meer dan één jaar te verkrijgen en daarbij de volgorde van voorrang te behouden die hem was toegestaan bij de aanvaarding van zijn aanvankelijke aanvraag. De tekst dient dus te worden herzien teneinde de bedoelingen van de steller van het ontwerp beter weer te geven.

Het besluit is dan ook dat artikel 5 volledig moet worden herzien om rekening te houden met die opmerkingen en met die welke hierna wordt gemaakt over de artikelen 6 en 7.

Artikelen 6 en 7

Uit artikel 9 van het ontwerp en uit het verslag aan de Koning (1) blijkt dat de nummeringscapaciteiten voor een beperkte duur worden toegewezen. Indien zulks de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient nader te worden bepaald wat de duur ervan is en hoe die wordt vastgesteld. Indien de duur moet worden vermeld in de aanvraag, moet dat in artikel 5 worden bepaald.

Overigens zou het, in plaats van in artikel 6, § 2, de voorwaarden te bepalen opdat een toewijzing geldig blijft en in artikel 7 de gevallen vast te stellen waarin de nummeringscapaciteit wordt ingetrokken, beter zijn in één enkele bepaling alle gevallen vast te stellen waarin de toekenning ten einde komt, met inbegrip van de vervaldag van de termijn van toewijzing.

(1) Verslag aan de Koning, bladzijde 6, tweede alinea.

Wat artikel 6, § 2, 2°, betreft, leiden de woorden "verdere toewijzing" en "originele aanvrager" tot verwarring. Ze kunnen immers evenzeer betrekking hebben op de overdracht van een nummeringscapaciteit aan een derde als op het gebruik van die nummeringscapaciteit door de toewijzing van een bepaald nummer aan een eindgebruiker (1). Volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om de toewijzing van een bepaald nummer aan een eindgebruiker. Derhalve dient die bepaling te worden herschreven en duidelijker te stellen waarin de geplande "controle" bestaat.

Artikel 8

De toewijzing van een nummeringscapaciteit is een administratieve machtiging om gebruik te maken van een aantal nummers voor de exploitatie van een telecommunicatiedienst. Het ligt dus voor de hand dat op die toegewezen capaciteit niet enig eigendomsrecht toepasselijk kan zijn. De omstandigheid dat de begunstigde op zijn beurt een bepaald gedeelte van zijn nummeringscapaciteit aan zijn cliënten mag toewijzen, eventueel tegen betaling, wijzigt niet de aard van zijn recht, aangezien het recht om een nummeringscapaciteit te gebruiken per definitie bestaat in het toewijzen van die nummers aan eindgebruikers. Die "verdere toewijzing" brengt geen "afstand" of "overdracht" van het door het Instituut aan de aanvrager toegekende recht met zich, omdat die aanvrager houder blijft van zijn

(1) Zie omtrent dit onderscheid de opmerking over artikel 8.

administratieve machtiging om aan gebruikers het nummer dat deel uitmaakt van zijn nummeringscapaciteit, respectievelijk de nummers die daarvan deel uitmaken, toe te wijzen of te ontnemen.

Als men er het verslag aan de Koning op naleest, lijkt de laatste zin van artikel 8, § 1, zowel betrekking te hebben op het geval waarbij een deel van de nummeringscapaciteit "verder" wordt toegewezen aan eindgebruikers, als op het geval waarbij de persoon aan wie nummeringscapaciteit is toegewezen zijn exploitatie van een telecommunicatiedienst aan een derde overdraagt. In het eerste geval gaat het in feite alleen om het gebruik dat de aanvrager maakt van zijn nummeringscapaciteit en lijken de daaraan verbonden voorwaarden (namelijk het gebruik van nummers voor de in de aanvraag opgegeven doelstellingen) voldoende. In het tweede geval kan niet worden aanvaard dat de voorwaarden voor de toekenning van de nummeringscapaciteit niet door de Koning maar door het Instituut worden vastgesteld, aangezien de voorwaarden voor de toewijzing krachtens artikel 105bis door de Koning worden vastgesteld.

In die bepaling behoort men er zich dan ook toe te beperken voor te schrijven dat wanneer de aanvrager de exploitatie van zijn telecommunicatiedienst waarvoor nummeringscapaciteit is toegewezen afstaat, die nummeringscapaciteit aan de cessionaris wordt toegewezen voor zover

.../...

deze zelf gemachtigd is die dienst te exploiteren en mits daarvan vooraf bij het Instituut aangifte wordt gedaan (1).

Artikel 10

In paragraaf 3 dient de aanhef van onderdeel 1^o beter te worden geformuleerd. De volgende formulering wordt voorgesteld : "communicatiecode 800 wordt toegewezen voor de nummers waarvan de gesprekskosten volledig door de opgeroepene worden gedragen".

Hoofdstuk V en artikel 12

De aandacht wordt erop gevestigd dat in het opschrift van hoofdstuk V het Franse "Services de messagerie électronique" is vertaald door "Elektronische berichten-diensten", terwijl in artikel 12 "systèmes de messagerie électronique" is vertaald door "elektronische boodschappen-systemen".

In hoofdstuk V schrijve men "Elektronische post-diensten" en in artikel 12 "systemen van elektronische post".

(1) Vergelijk met artikel 89, § 7, van de wet van 21 maart 1991, dat bepaalt dat "de overdracht van een niet-gereserveerde dienst ... vrij (is), voor zover ze wordt aangegeven bij het Instituut ten laatste zeven vrije dagen na de overdracht, bij een ter post aangezekende brief, ...".

Artikel 13

In paragraaf 1, in fine, dienen de woorden "van de Internationale Telecommunicatie Unie" te worden ingevoegd. Diezelfde woorden mogen worden weggelaten in paragraaf 2, eerste zin, in fine.

Artikel 17

Het tweede lid dient te worden aangepast op basis van algemene opmerking nr. 1.

Artikel 18

1. Men schrijve "frank" in plaats van "BF".

2. De in paragraaf 5 gestelde regels zitten reeds vervat in artikel 5, §§ 1 en 6.

3. Paragraaf 6 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 6. De rechten genoemd in paragraaf 2 worden betaald vóór 31 januari van het jaar waarvoor ze verschuldigd zijn. Tijdens het jaar waarin de nummeringscapaciteit wordt toegewezen, worden de verschuldigde rechten gereduceerd in verhouding tot het aantal volle maanden dat dit jaar op de dag van toewijzing nog telt en betaald binnen dertig dagen na die datum.".

.../...

4. In paragraaf 7 vormt de intrest die bovenop het wettelijke tarief wordt geëist een heffingstoeslag waarin artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 niet voorziet, aangezien die toeslag niet verschuldigd is door het gebruik van de nummeringscapaciteit.

Bovendien is de tweede zin van deze paragraaf overbodig.

5. In paragraaf 9 dienen de woorden "Geen enkele schorsing of intrekking" te worden vervangen door de woorden "Geen intrekking", aangezien geen enkele bepaling van het ontwerp voorschrijft dat de nummeringscapaciteit kan worden geschorst.

Artikel 19

Paragraaf 1, en inzonderheid de tweede, derde en vierde zin ervan, is zo verward gesteld dat onmogelijk kan worden uitgemaakt welke verplichtingen inzake reservering en te kwijten rechten aan de houders van nummeringscapaciteit worden opgelegd.

Met het oog op duidelijkheid en beknoptheid zou de formulering van dit artikel moeten worden herzien.

.../...

Artikel 21

In de Franse tekst van artikel 15, § 1, van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofoonnetten zijn de te schrappen woorden de volgende ", en ce compris la gestion du plan de numérotage". Het ontworpen artikel 21 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

SLOTOPMERKINGEN

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden ingedeeld wanneer elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. Deze opmerking geldt voor de meeste artikelen van het ontwerp.

2. De Nederlandse tekst van het ontwerp is slecht, onder meer door het gebruik van een inconsistente terminologie.

Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, de volgende voorstellen gedaan voor een correcter taalgebruik in het ontwerp.

In het hele ontwerp vervange men de woorden "uitbaten", "uitbater" en "uitbating" door de woorden "exploiteren", "exploitant" en "exploitatie", alsook "bekomen" door "verkrijgen".

.../...

In het vierde lid van de aanhef schrijve men "Gelet op het koninklijk besluit" in plaats van "Gelet het Koninklijk Besluit" en dienen de woorden "meer bepaald" te worden vervangen door het woord "inzonderheid".

Wat artikel 1, 1°, betreft, zij erop gewezen dat het woord "prefix" in het Nederlands niet de betekenis lijkt te hebben die er in het ontwerp aan wordt gegeven.

In artikel 1, 3°, schrijve men "afgekort als" in plaats van "afgekort".

In artikel 1, 4° en 5°, schrijve men "refereren aan" in plaats van "refereren naar".

In artikel 6, § 1, moet het woord "ingebruikname" worden vervangen door het woord "ingebruikneming". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 5, derde lid.

In artikel 6, § 2, 3°, vervange men het woord "modaliteiten" door de woorden "nadere regels".

In artikel 7, eerste lid, schrijve men "de bepalingen van" in plaats van "de bepalingen opgenomen in".

In artikel 7, tweede lid, dient het woord "kan" te worden vervangen door het woord "kunnen" en moet het woord "middels" vervangen worden door de woorden "door middel van".

.../...

In artikel 7, vierde lid, schrijve men "tijdens welke" in plaats van "tijdens dewelke".

In artikel 8, § 1, schrijve men "de voorwaarden vastgesteld door en met toestemming van" in plaats van "de voorwaarden en mits toestemming van".

In artikel 9 schrijve men "in een dergelijk geval" in plaats van "in dergelijk geval".

In artikel 10, § 1, schrijve men : "De internationale toegangscode" in plaats van "De internationale prefix".

In artikel 10, § 5, eerste lid, vervange men de woorden "operator- en dienstenleverancierstoegangscommunicatiecodes" door de woorden "toegangscommunicatiecodes voor operatoren of dienstverstrekkers". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 18, § 1, 7º en § 2, 7º. Bovendien zij erop gewezen dat het woord "dienstenleverancier" in het Nederlands niet bestaat.

De laatste zin van artikel 10, § 5, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld : "In het kader van Europese of internationale ontwikkelingen kan het Instituut op die laatste beperking uitzonderingen toestaan."

In artikel 10, § 5, tweede lid, vervange men de woorden "enkel en alleen" door het woord "alleen". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 5, derde lid.

.../...

In artikel 10, § 5, tweede lid, moet het woord "commerciëel" vervangen worden door het woord "commercieel" en schrijve men "100, 101 en 112" in plaats van "100, 101, 112".

In artikel 10, § 5, derde lid, dient het woord "aangewezen" te worden vervangen door het woord "vastgestelde".

In artikel 10, § 5, derde lid, vervange men de woorden "minstens drie weken voorafgaand aan hun ingebruikname genotificeerd te worden aan het Instituut" door de woorden "ten minste drie weken vóór hun ingebruikneming aan het Instituut te worden medegedeeld".

In artikel 10, § 7, schrijve men : "... en die bedoeld in § 4 ...".

In artikel 10, § 8, dient het woord "gedefinieerd" te worden vervangen door het woord "vastgesteld".

In artikel 10, § 10, vervange men het woord "deze" door het woord "die".

In artikel 13, § 2, schrijve men "telefoongids-systemen" zonder koppelteken en "andere" in plaats van "ander".

In hoofdstuk VIII schrijve men : "Interoperabiliteit" in plaats van "Interwerking".

.../...

Artikel 15 zou als volgt gesteld moeten worden :

"Art. 15 Nadere regels omtrent de interoperabiliteit van de verschillende nummeringsplannen worden gegeven door het Instituut volgens de internationale ITU - aanbevelingen.".

In artikel 17, eerste lid, moeten de woorden "ten einde" worden vervangen door het woord "teneinde".

In artikel 17, tweede lid, schrijve men :
"... waarna het Instituut de nummeringscapaciteit intrekt".

In artikel 18, § 1, 7º, is het woord "diensten-leveranciertoegangscommunicatiecode" niet alleen incorrect, doordat "dienstenleverancier" in het Nederlands ongebruikelijk is, maar bovendien onleesbaar, doordat het veel te lang is. Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In artikel 18, § 8, schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

In artikel 19, § 1, schrijve men "gelijkgesteld met" in plaats van "gelijkgesteld aan" alsook "Het jaarlijkse beheerrecht" in plaats van "Het jaarlijks beheerrecht".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée par M. C. AMELYNCK et
exposée par Mme F. CARLIER,
référéndaires adjoints.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld door
de H. C. AMELYNCK en toegelicht
door Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendarissen.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN